

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 585 DU 8 AU 10 JUIN 2012

1801/2012 : 211^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

BONNE SEMAINE

LA CITATION DE LA SEMAINE

«Au bout de quinze ans de chômage, on devrait avoir droit à une retraite de chômeur».

Georges Wolinski

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

COLONIALES :

66 % D'ABSTENTIONS

ET

34 % DE VOTANTS



AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

DES ÉLUS ET DES CANDIDATS SANS LÉGITIMITÉ

Selon les résultats publiés par les autorités coloniales françaises il y avait **298525** inscrits pour ce premier tour des élections législatives françaises contre **297800** pour le premier tour des élections présidentielles et **297360** pour le deuxième tour soit 1165 de plus .

Les guadeloupéens qui n'ont pas voté s'élèvent à **192612** , soit **64 %** des suffrages exprimés car on a comptabilisé 5652 de votes blancs ou nuls . Si l'on ajoute aux abstentionnistes les blancs ou nuls , c'est **198264** guadeloupéens qui ont estimé qu'il était inutile de voter et de choisir un quelconque des candidats qui se sont présentés à ces élections coloniales .

En face il y a eu **102913** votants et **97261** suffrages exprimés soit **32 %** des inscrits qui ont donné la majorité aux conservateurs socialistes dont l'idéologie est l'assimilation et l'objectif garder la Guadeloupe dans le petit giron colonial français.

Comparé aux résultats du premier tour de 2007 , rien de fondamentalement nouveau en ce qui concerne l'abstention qui avait été aussi massive (65 %).

Certes les conservateurs socialistes gagnent ou vont gagner dans toutes les circonscriptions. Mais, comme au cours de la mandature précédente, les élus coloniaux de la Guadeloupe n'ont qu'une très modeste légitimité . De plus , les guadeloupéens ont encore assisté aux magouilles et retournement de vestes de la classe politique coloniale qui adorent le marigot colonial français. Comme à l'accoutumée , ils ne défendront pas les intérêts supérieurs de notre pays qui n'existe pas dans leur idéologie , les français et leur état qu'ils s'échinent à appeler de métropole étant considérés comme supérieurs . Le combat politique pour la souveraineté de la Guadeloupe doit donc redoubler d'intensité afin que nous puissions sortir notre pays du marais colonial.

LA CTU PARTICIPE Á LA COMMISSION DE SUIVI DE L'ACCORD BINO

A l'issue de la réunion du 7 juin 2012 , la CTU nous a fait parvenir le communiqué qui suit et qui permet de savoir la teneur des discussions :

«- La partie patronale prend acte de la proposition des syndicats portant sur la mise en œuvre des modalités d'application de la clause de convertibilité au L" Mars 2012, soit au terme des 36 mois d'aide de l'état, conformément à l'article 5 de l'accord du 26/02/2009.

- De son côté, la partie patronale réaffirme que la clause de convertibilité s'applique au terme des aides de l'ÉTAT. D'autre part, la partie patronale a décidé de lancer une procédure de révision de l'accord conformément à la loi ».

DÉCOUVERTE D'UNE ZONE DE CELLULES RESPONSABLES DES CANCERS DE L' UTERUS

"La plupart, sinon tous" les cancers utérins, provoqués en majorité par des papillomavirus humains, se développent dans des cellules spécifiques situées dans une seule région du col de l'utérus, selon des travaux publiés lundi aux Etats-Unis. "Nous avons découvert une population de cellules distinctes, toutes situées dans une zone spécifique du col de l'utérus, qui pourraient être responsables de la plupart sinon de tous les cancers utérins résultant d'une infection par des papillomavirus humains", explique le Dr Christopher Crum, principal co-auteur de cette étude parue dans l'édition en ligne des Annales de l'Académie nationale américaine des sciences (PNAS), datées du 11 au 15 juin. Le papillomavirus humain, dont deux types (16 et 18) comptent pour environ 70% des cas, est le plus fréquent facteur responsable du cancer du col de l'utérus. Cette nouvelle découverte pourrait permettre aux cliniciens de distinguer dans des lésions précancéreuses du col de l'utérus les cellules bénignes de celles qui sont potentiellement dangereuses, permettant de mieux guider les médecins dans le choix du traitement. Elle s'appuie sur une recherche antérieure du Dr Xian Wa, professeur adjoint de médecine à l'Université nationale de Singapour, et du Dr Frank McKeon, professeur de biologie cellulaire à la faculté de médecine de Harvard, aussi parmi les co-auteurs principaux de l'étude publiée dans le PNAS. Les Dr Christopher Crum, à la tête du service de pathologie périnatale au Brigham and Women's Hospital à Boston (Massachusetts, nord-est), et Michael Herfs, de l'Université de Liège en Belgique, ont travaillé avec leurs collègues les Dr Xian et McKeon pour montrer que ces cellules ont une signature génétique unique également présente dans des cellules cancéreuses agressives du col de l'utérus. En outre, ces chercheurs soulignent qu'une fois retirées du col de l'utérus, ces cellules ne se régénèrent pas. Cela ouvre la voie à une nouvelle méthode de prévention. "Retirer ces cellules chez de très jeunes femmes avant qu'elles ne soient exposées à une infection de papillomavirus humains ou à des lésions précancéreuses pourrait notablement réduire le risque de cancer utérin", soulignent les auteurs de cette recherche dans un communiqué. "Mais, ajoutent-ils, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour évaluer les bienfaits et les risques de cette thérapie préventive potentielle." De

plus, la découverte de ces cellules spécifiques pourraient permettre d'améliorer la recherche sur le cancer du col de l'utérus, selon eux. Avant cette découverte, les scientifiques soupçonnaient depuis des décennies l'existence de ces cellules spécifiques et leur rôle avec les papillomavirus dans le développement des cancers utérins, selon l'Institut national américain du cancer. Dans beaucoup de pays en développement, cette forme répandue de cancer provoque un grand nombre de décès. Ainsi, près de 530.000 femmes par an sont diagnostiquées dans le monde, et 275.000 en meurent, selon l'Organisation mondiale de la santé. Aux Etats-Unis, quelque 12.170 nouveaux cas de cancer utérins agressifs seront diagnostiqués en 2012 et 4.220 femmes en décèderont, selon l'American Cancer Society. Il existe pour l'instant deux vaccins offrant une bonne protection, mais seulement pour des jeunes filles avant leur premier rapport sexuel. Cette recherche a été financée par la Defense Advanced Research Projects Agency, l'agence de recherche du Pentagone, les Instituts nationaux américains de la santé (NIH), le Conseil européen de la recherche et l'Institut du génome de Singapour.

L'ARABIE SAOUDITE APPELLE L'OPEP À AUGMENTER SA PRODUCTION

L'Arabie saoudite, premier producteur mondial de pétrole, a appelé lundi ses partenaires au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Oprp) à relever les objectifs de production du cartel pétrolier malgré la chute récente des cours du brut. «Notre analyse suggère que nous allons avoir besoin d'un plafond plus élevé que celui qui existe actuellement», a déclaré le ministre saoudien du Pétrole Ali al Naimi dans un entretien à la revue Gulf Oil avant une réunion de l'Opep prévue jeudi. Ces propos entrent en contradiction avec l'évaluation faite par le président de l'Opep, l'irakien Abdoul Karim Luaibi qui estime au contraire que les livraisons de pétrole par l'Opep sont trop importantes. «Il est très clair qu'il existe un excédent important qui a conduit à ce sévère repli des prix dans un laps de temps très court», a-t-il indiqué à des journalistes. Le baril de Brent a chuté de près de 30 dollars depuis mars à moins de 100 dollars, plombé par le ralentissement de la croissance économique mondiale et la hausse de la production de l'Arabie Saoudite. Le pays a considérablement augmenté sa production cette année à 10 millions de barils par jour (bpj), un plus haut de 30 ans, pour permettre une baisse des prix du pétrole et soutenir la croissance économique. «Notre action permis aux prix du pétrole de baisser de 128 dollars en mars à environ 100 dollars aujourd'hui, ce qui a comme stimulé les économies européennes et mondiales», a dit Ali al Naimi. La hausse de la production saoudienne a engendré un excédent de 1,8 million de bpj de la production de l'ensemble des pays de l'Opep par rapport aux objectifs qu'elle a déterminés, fixés en décembre dernier à 30 millions de bpj. Selon la dernière évaluation de l'Opep, la demande en pétrole produit par le cartel est estimée à 30,7 millions de bpj en moyenne pour le second semestre de l'année. Cette prévision devrait être actualisée jeudi lors de la prochaine réunion des pays producteurs de pétrole à Vienne.



AFFAIRES INTERNATIONALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

L' ONU APPELLE À REDOUBLER D'EFFORTS POUR METTRE FIN À LA PANDÉMIE DE VIH / SIDA

En dépit des progrès considérables accomplis dans la réponse au VIH/sida, il est urgent de redoubler d'efforts pour mettre fin à la pandémie mondiale, ont déclaré lundi des responsables des Nations Unies, soulignant le besoin de renforcer l'accès aux services et d'augmenter les ressources. « Un après la réunion de haut niveau de 2011, et moins de trois ans avant la date-butoir de 2015 fixée par les États Membres dans leur Déclaration politique, nous devons nous assurer que les engagements pris soient pleinement mis en œuvre », a souligné le Président de l'Assemblée de l'Assemblée générale, Nassir Abdulaziz Al-Nasser, dans un discours lu par son Vice-Président. Il a insisté pour que la communauté internationale soutienne les programmes de prévention, de traitement et de soins du VIH, en mettant l'accent sur les programmes de santé reproductive, de santé maternelle et infantile, d'égalité des sexes, de lutte contre les maladies transmissibles et de renforcement des systèmes de santé. « S'il est possible d'atteindre les 10 objectifs fixés dans la Déclaration politique de 2011, on ne peut y arriver par un seul chemin », a averti M. Al-Nasser, avant d'inviter toutes les parties prenantes à travailler de concert en vue d'accélérer la campagne de lutte contre le VIH/sida. L'an dernier, lors de la réunion de haut niveau de 2011, les États Membres avaient adopté une déclaration politique par laquelle ils s'étaient engagés à atteindre d'ambitieux objectifs de lutte contre le VIH/sida, notamment le fait d'assurer un traitement à 15 millions de personnes d'ici à 2015. « Il faut réduire d'un million les nouvelles infections d'ici à 2015, et cela ne sera possible que si on atteint les personnes à risque, ainsi que les femmes et les jeunes », a déclaré de son côté le Secrétaire général Ban Ki-moon, également présent lors de cette réunion de l'Assemblée. Il a déploré que cinq millions de jeunes vivent avec le VIH/sida et que 3.000 nouveaux cas d'infection parmi ce groupe sont recensés chaque jour. M. Ban a par ailleurs souligné que la discrimination portait atteinte aux efforts de lutte contre le VIH/sida en entravant l'accès des personnes aux services de prévention et aux traitements. Il a exhorté l'ensemble des États membres à lutter contre la marginalisation des personnes vivant avec le VIH/sida, ajoutant que tout avait été mis en œuvre pour que l'ONU devienne un lieu de travail exemplaire et débarrassé de tout préjugé. Tout ce travail, a-t-il enchaîné, nécessite des fonds. Or, s'est-il inquiété, le financement de la lutte contre le VIH/sida a chuté de 13% par rapport à 2009. Avec 2015 pour objectif, on ne peut se permettre de ralentir. Le Secrétaire général a notamment appelé au renforcement des mécanismes de financement existants, notamment du Fonds mondial. « Une génération sans VIH, a-t-il souligné, est une génération qui pourra aider à mettre un terme à la pauvreté. »

HAÏTI EN PASSE DE DEVENIR UNE RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

La création d'emplois, la nécessité d'investissement de capital étranger, tout cela associé à l'idée qu' « Haïti est ouverte aux affaires » (Haïti is open for business) sont les nouveaux temps du verbe des dirigeants haïtiens et de certains pays qui se réclament « amis » de l'Etat caribéen. Cette tendance politique laisse sceptiques des organisations haïtiennes, à l'image de la Plate-forme haïtienne de plaider pour un développement alternatif (Papda) et « Batay ouvriye » Bataille ouvrière". Toute la question reste la qualité des emplois et les conditions de travail, selon ces institutions. « Il y avait aussi du travail du temps de l'esclavage, mais les noirs en mouraient », rappellent ces organismes lors de la troisième journée, le jeudi 7 juin, d'un forum axé sur l'environnement tenu au nord de la capitale. Selon Batay Ouvriye, la République d'Haïti est sur la voie de connaître une réalité similaire à celle du temps de l'exploitation esclavagiste. Selon le professeur Didier Dominique, le rêve de l'international c'est « de transformer Haïti en une source de main d'œuvre à bon marché ». Un ouvrier ne reçoit que 125 gourdes (\$ 1Us = 40 gourdes) comme salaire minimum par jour. Haïti est déjà le premier pays de main d'œuvre à bon marché sur la liste des États du continent américain. Ils comptent détruire l'agriculture haïtienne (principale source de production nationale) et transformer le petit paysan « en ouvrier agricole », dénoncent les organisations participant au forum. Des transnationales entendent, avec l'aide de certains complices haïtiens, s'accaparer des terres arables des paysans pour ensuite les contraindre à y vendre leur force de travail, explique le responsable de Batay Ouvriye. Le premier exemple saute aux yeux et c'est celui de la zone franche de Caracol (Nord) qui sera établie sur des terres propices au développement de l'agriculture. Et ce sont quarante zones franches qu'Haïti devra bientôt accueillir. « Les zones franches et l'agro-industrie » sont les deux principaux moteurs que ces amis de la communauté internationale comptent mettre en marche pour réaliser leur plan, qualifié de « mortel, machiavélique et de re-colonisateur », selon Didier Dominique et Léonor Louis, tous deux intervenants au forum. Batay Ouvriye dit attester que des transnationales commencent par acheter des terres au nord du pays principalement sur le trajet Cap-Haïtien/Ounaminthe et dans une bonne partie du Nord-Est où des compagnies étrangères auraient déjà acheté des terres abritant des sources d'eau, ressources nationales. Il est constaté que ces parcs industriels risquent de compliquer voire de compromettre la mise en œuvre d'une vraie politique d'urbanisation. A titre d'exemple le parc industriel Sonapi (périphérie nord de la capitale) a généré le vaste bidonville de Cité Soleil. Une réalité expliquée par le fait que « le salaire de misère de l'ouvrier ne lui permettra jamais d'acheter un logement », car règne un flagrant déséquilibre entre la paie du salarié et les prix des logements, analyse Batay ouvriye. Et quand on fait appel aux organismes non-gouvernementaux investissant le champ de la construction d'abris, ils n'offrent que de petites constructions en contre-plaqué (plywood) qui ne durent qu'un an sous l'effet du soleil et de la pluie. Cela met aussi ces organismes dans une position confortable pour réclamer de nouveaux fonds d'aide, soutiennent les dirigeants de Batay Ouvriye. L'organisation déplore cette situation tout en invitant à la mobilisation dans le but de créer une force, une conjugaison des efforts pour contrer cet état de fait.

L' AMÉRIQUE LATINE DIT NON À L' OEA

L'OEA, obsolète et anachronique, n'a jamais reflété les véritables intérêts des peuples latino-américains et caribéens, bien au contraire, elle a été liée, de près ou de loin, à tous les grands crimes qui ont été perpétrés dans la région : invasions, massacres, violations des droits de l'homme, instaurations de dictatures soutenues par les Etats-Unis. Cette organisation n'a jamais condamné les interventions nord-américaines, directes ou indirectes, qui ont eu lieu depuis sa création en 1948 : on peut citer par exemple les interventions en République Dominicaine, au Guatemala, à Cuba, en Grenade ou au Panama. De plus, l'OEA a honteusement expulsé Cuba des pays membres, en 1962. Cette organisation s'est pliée aux exigences des Etats-Unis, qui essayaient d'isoler Cuba suite au triomphe de la révolution en 1959. Plus récemment, les gouvernements progressistes du Venezuela, de la Bolivie, de l'Equateur et du Nicaragua ont été victimes des positions de cette organisation, qui, en réalité, a été créée pour écraser le moindre indice de changement révolutionnaire dans la région. C'est donc en toute logique que les vents nouveaux qui soufflent sur la région poussent les peuples à remettre en question l'OEA, dont la 42^e Assemblée Générale vient de s'achever en Bolivie. Lors de ce sommet, les présidents de la Bolivie, Evo Morales et de l'Equateur, Rafael Correa, ont clairement montré comment se pose l'alternative actuelle : soit l'OEA est réformée radicalement et accompagne les peuples et les processus de changement en cours dans la région, soit elle disparaît. A Caracas, le chef d'Etat vénézuélien, Hugo Chavez, a déclaré qu'il faut « en finir avec l'OEA », et a apporté son soutien à la création de nouveaux mécanismes au sein des « espaces géopolitiques d'unité » qui sont en train de naître en Amérique Latine. Nous vivons des temps nouveaux et les changements sont désormais inévitables : si l'Organisation des Etats Américains veut survivre elle doit se transformer et faire de la défense des intérêts des peuples de la région une question prioritaire. Comme l'avait expliqué le leader historique de la révolution cubaine, Fidel Castro, « l'OEA n'a jamais prêté un service à nos peuples, c'est l'incarnation de la trahison ». En effet, si l'on prend en compte toutes les actions agressives dont cette organisation a été complice, c'est en centaines de milliers que se chiffrent les victimes de l'OEA.

ASIE

L'INDE DANS LA TEMPÊTE

Les nuages au-dessus de l'économie indienne deviennent de plus en plus sombre. L'agence de notation Standard & Poor a mis en garde l'Inde qui risque sérieusement de perdre sa notation, citant le ralentissement de la croissance et les barrages politiques à l'élaboration de politiques économiques positives. Le rapport S & P, qui évalue la capacité de l'Inde estime que tout dépendra de la façon dont le gouvernement va gérer la croissance potentiellement plus lente et les chocs économiques. La question qui se pose est de savoir si le pays peut maintenir une notation qui favorise ses investissements ou devenir le premier "ange déchu" des BRIC (Brésil, l'Inde, la Russie et la Chine) . Le rapport note des reculs ou des revirements dans le cheminement de l'Inde vers une économie plus libérale, ce qui pourrait nuire à ses perspectives de croissance à long terme, et donc, à sa qualité de crédit. Le rapport a eu un impact sur les marchés financiers et la roupie. Réagissant au rapport, le ministre des Finances Pranab Mukherjee a déclaré que le gouvernement est pleinement conscient de la situation actuelle et a juré qu'il y aurait un revirement dans les perspectives de croissance dans les mois à venir . Il a rejeté le rapport S & P qui a averti que l'Inde pourrait être le premier pays des BRIC à faiblir. À la fin avril, S

& P a révisé les perspectives sur l'Inde en citant le déficit budgétaire, le fardeau de la dette et l'incapacité du gouvernement à adopter des réformes économiques. L'agence a indiqué clairement que son action n'était pas un déclassament mais une révision des perspectives sur la base de la situation économique actuelle.



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Les places asiatiques prennent appui sur le plan d'aides aux banques espagnoles pour remonter sensiblement ce lundi matin avec des gains de 2,5% à Hong Kong, 2% à Tokyo, 1,5% à Séoul et Singapour, alors que Shanghai reprend 1%. Sur les devises, l'euro se redresse aussi à 1,2645/\$ entre banques en Asie après un week-end très chargé sur le dossier bancaire espagnol, avec l'accord de principe trouvé entre l'Espagne et les Etats de la zone euro pour aider les établissements en difficulté à sortir de l'impasse, et une aide potentielle de 100 MdsE à la clé. Cet accord qui entrera en vigueur "dans les prochaines semaines" devrait aider "à rétablir la confiance au sein de la zone euro". Le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a quant à lui défendu sa gestion de la crise de la dette, en expliquant que les réformes menées par son gouvernement avaient permis à Madrid "d'éviter le recours à une aide étrangère", malgré ce plan de sauvetage des banques annoncé par la zone euro... Le chef du gouvernement espagnol a bataillé depuis plusieurs semaines pour éviter toute perte de souveraineté dans le cadre de ce plan financier qui interviendra sans coupe budgétaire supplémentaire..

AMÉRIQUE

Wall Street a perdu du terrain lundi, l'optimisme suscité par le plan européen d'aide aux banques espagnoles retombant à mesure que les investisseurs américains se concentraient sur l'Italie et la Grèce: le Dow Jones a cédé 1,13% et le Nasdaq 1,70%. Selon les chiffres provisoires à la clôture, le Dow Jones Industrial Average a perdu 141,83 points à 12.412,37 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, 48,69 points à 2.809,73 points.

EUROPE

Le CAC40 se replie de -0,3% après avoir affiché +2,3%, l'Euro-Stoxx50 en termine sur un score identique mais après avoir bondi de +2,7% (jusque vers 2.201, à comparer avec 2.137Pts au final, soit 3% d'écart en moins de 6 heures). Toutes les places européennes -l'exception de Francfort qui grappille 0,15%- ont clôturé dans le rouge et notamment Milan qui affiche -2,8% contre un gain parfaitement symétrique ce matin: c'est l'Italie qui inquiète désormais les investisseurs car avec une croissance zéro, fini les excédents primaires.

CHANGE

L'euro repartait à la baisse face au dollar lundi, effaçant les gains engrangés après l'annonce au cours du week-end d'un plan d'aide pour l'Espagne, les investisseurs se montrant sceptiques face au flou de ses modalités d'application. Vers 18H00 GMT, l'euro valait 1,2493 dollar, contre 1,2514 dollar vendredi à 21H00 GMT. La monnaie unique européenne avait atteint en début d'échanges asiatiques 1,2671 dollar, son niveau le plus élevé depuis deux semaines et demi, avant d'effacer ses gains et d'osciller autour du seuil de 1,25 dollar. L'euro abandonnait du terrain face au yen, à 99,23 yens contre 99,49 yens vendredi, après être grimpé en début d'échanges asiatiques à 100,95 yens, un plus haut depuis le 23 mai. Le dollar se stabilisait face à la monnaie nippone, à 79,44 yens contre 79,49 yens vendredi soir. Vers 18H00 GMT, la livre britannique progressait face à l'euro, à 80,61 pence pour un euro, comme face au billet vert, à 1,5495 dollar. La devise helvétique était stable face à l'euro, à 1,2009 franc suisse pour un euro, et baissait légèrement face au billet vert à 0,9612 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,3692 yuans pour un dollar contre 6,3703 yuans vendredi.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole se repliaient lundi en fin d'échanges européens, effaçant les gains enregistrés plus tôt grâce à l'annonce d'un plan d'aide à l'Espagne, dans un marché toujours miné par les craintes persistantes sur la zone euro et nerveux avant une réunion de l'Opep. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 99,55 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 92 cents par rapport à la clôture de vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance perdait 65 cents à 83,45 dollars. Les prix du baril ont grimpé jusqu'en début d'échanges américains, dans un marché dopé par l'annonce d'un plan d'aide aux banques espagnoles, pouvant atteindre 100 milliards d'euros, conclu samedi par les 17 ministres de la zone euro lors d'une réunion téléphonique.



MANAGEMENT ET DROIT

LE DROIT DES MALADES EN FRANCE

La loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 sur les droits des malades et la qualité du système de santé, dite « loi Kouchner », est une loi populaire et, dix ans après sa promulgation, si elle fait toujours l'unanimité, il semblerait qu'elle soit encore trop peu connue, aussi bien des intéressés que des professionnels de santé. La loi traite, de façon large, de la question des droits des malades, aussi bien des droits attachés à la personne dans ses relations avec le système de santé, que des droits des usagers. Elle consacre le droit à un consentement libre et éclairé : les professionnels de santé ont le devoir de demander le consentement des patients pour la réalisation des soins. Elle

reconnait aussi à chaque personne la liberté et l'égalité d'accès aux soins que son état nécessite, quels que soient ses revenus, ainsi que le choix du médecin et du traitement. Les établissements de santé qui assurent le service public hospitalier doivent accueillir toutes les personnes, quels que soient leurs origines, leur sexe, leur situation de famille, leur âge, leur état de santé, leur handicap, leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, leur nationalité (y compris les étrangers en situation irrégulière). La non-discrimination concerne l'accès à la santé, à la prévention et aux soins. La loi inscrit également un droit d'accéder aux informations relatives à la santé détenues par un professionnel ou un établissement de santé, que celui-ci soit privé ou public, et d'accéder directement à son dossier médical personnel, le « DMP », que chacun pourra, à terme, consulter sur internet. Les textes n'imposent pas un formalisme ou un contenu particulier mais le dossier médical comprend toutes les informations concernant la santé de la personne détenues, à quelque titre que ce soit, par des professionnels et établissements de santé qui sont formalisées ou ont fait l'objet d'échanges écrits entre professionnels de santé (résultats d'examen, comptes rendus de consultation, d'intervention, d'exploration ou d'hospitalisation, protocoles et prescriptions thérapeutiques mis en œuvre, feuilles de surveillance, correspondances, etc.). L'évolution des esprits sur des sujets comme la prise en compte de la douleur et des traitements particulièrement lourds, le droit au respect de la personne, de son intimité et la dignité du patient, les situations en fin de vie, ainsi que la responsabilité médicale et la question de l'indemnisation de l'aléa thérapeutique, a également permis d'établir de nouveaux droits en faveur des malades et beaucoup d'efforts ont été menés en ce sens ces dix dernières années. Les associations d'usagers se voient également reconnaître un rôle accru dans le système de santé. Ainsi, les relations entre patients et médecins ont progressivement changé mais le débat n'est pas épuisé et la qualité du système de santé reste toujours un sujet d'actualité. Camille Kouchner et Aurélia Delhaye analysent les dispositions prises depuis la loi de 2002 et constatent que, si les droits des malades sont encore lacunaires, il est bien compréhensible que la santé reste un élément fondamental des propositions des candidats de cette élection présidentielle 2012.



T ABLEAU DE BORD

LE SMIC:

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2012 à **9,22 €** soit **1398,37 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1654,37 € brut mensuel** dont 254€ de prime BINO.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

POPULATION

POPULATION:2010: 407 205 habitants

OFFRE

PIB 2010 : 8,9

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

TOTAL : 11,4

PRIX

AVRIL 2012 : 1,9% SUR UN AN (1,6 % SUR UN AN EN MARS)

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL :NC

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**
COMITÉ DE RÉDACTION : Paul Noirte ; José Radegonde ; Alain Jeremy; Félix Valentin;
Romuald Myriam ; Jacques Davila;

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION :
Directeur ADMINISTRATIF:
Abonnement : 0690 40 42 55 ;
Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;
Agence de presse : Media info